

4, rue Paul Sautai - 80000 AMIENS

☎ 03.22.92.33.63 📠 03.22.92.50.51

@ [amiens@unsa-education.org](mailto:amiens@unsa-education.org)

## DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CTA DU 14 MAI 2020

Madame la Rectrice,

Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

L'UNSA-Education a rappelé depuis des semaines son attachement à une réouverture des écoles et établissements qui doit être progressive et sécurisée. Nous n'allons pas ici reprendre tout le chemin sinueux que nous avons parcouru pour aboutir lundi 3 mai au matin à un protocole sanitaire national, et le 4 mai après-midi à une circulaire relative à cette réouverture.

Nous avons bien conscience que la situation de crise, inédite de par sa nature et son ampleur, peut bousculer les modes de fonctionnement. En l'occurrence ici, elle a exacerbé une communication ministérielle inconstante dans la qualité et omniprésente dans la quantité. Parler pour ne rien dire parfois. Ou alors dire le contraire le lendemain.

Notre fédération juge que la réouverture des écoles est précipitée, mal préparée et oblige les maires à adopter une attitude de sagesse et de prudence, et donc de se donner ce que l'Etat ne leur accorde pas, c'est-à-dire du temps. Certains élus ont malgré tout fait le choix, selon des considérations plus politiciennes que sanitaires, de rouvrir coûte que coûte le 12 mai alors que bien des questions se posaient encore. L'exemple de la ville d'Amiens est particulièrement éclairant à ce sujet. Citons un fait parmi d'autres. Alors que dès le matin du 11 mai, l'édile de cette ville postait sur les réseaux sociaux une publication se félicitant de la désinfection de toutes les écoles d'Amiens, des enfants de personnels prioritaires étaient accueillis dans une salle de classe qui n'avait pas reçu le moindre coup de balai depuis le jeudi précédent. Et les remontées de problèmes ne cessent d'affluer depuis faisant état de carence de personnels pour assurer un réel nettoyage des locaux, sans parler de

l'impossibilité pour de nombreuses équipes de bénéficier d'une seconde journée de prérentrée telle que le prévoyait pourtant la circulaire ministérielle du 4 mai. Oui, du temps était nécessaire, d'autant plus lorsque la santé est en jeu.

Réouverture précipitée, mal préparée, avec l'exemple également éclairant de la livraison des masques dans les circonscriptions et aux directeurs d'école durant des jours férié et chômés. En mettant les personnels sous une tension extrême pour que des objectifs de communication politique soient atteints, on développe davantage la souffrance au travail que la conscience professionnelle. La conscience professionnelle, elle, nécessite que nos actions aient un sens. Même vos cadres, par la voix du syndicat des Inspecteurs de l'Education Nationale, le SIEN-UNSA de l'Académie d'Amiens, s'en sont émus auprès de vous, Madame la Rectrice. Dans le même esprit, une tribune des directrices et directeurs d'école met une fois de plus en évidence la souffrance de ces acteurs toujours aussi convaincus par leur rôle au sein de l'Ecole de la République, mais plus du tout tel que le conçoit l'institution aujourd'hui, à savoir de simples larbins taillables et corvéables à merci. Pour autant, rien n'y fait et nous continuons à avancer à marche forcée maintenant que la machine est lancée.

Réouverture précipitée, mal préparée, également avec le placement de cette réunion du CTA après la réouverture des écoles. Le dialogue avec les organisations syndicales arrive donc a posteriori quand les équipes ont déjà présenté aux parents des modèles d'organisation sous la pression de leur hiérarchie et des collectivités. Organisations dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elles peuvent mettre finalement trop les équipes sous tension avec le risque de compromettre gravement le protocole sanitaire (exemple de la nécessité de répartir un groupe d'élèves au sein d'autres groupes en cas d'absence d'un enseignant...).

Quant à l'enseignement à distance pour les élèves qui restent à domicile, il est à noter qu'il n'est plus la priorité... et pourtant les parents sont demandeurs dès lors que tous les élèves ne peuvent pas retourner à l'école. La circulaire ministérielle du 4 mai est très claire : "Les enseignants qui assurent un service complet en présentiel n'assurent pas de distanciel." L'UNSA Education exige donc qu'aucune pression ne s'exerce sur les enseignants pour qu'ils assurent deux fois la classe. Enseigner à distance, ce n'est pas juste déposer 3 fiches d'exercices sur l'ENT en quittant sa classe le soir. Il faut aussi expliquer, accompagner de vidéos, d'encouragements individualisés, et répondre aux questions des enfants et de leurs parents.

Le ministre nous explique que les désormais célèbres 2S2C permettront aux collectivités de venir en appui en matière de ressources humaines. L'expérience pas si lointaine de la mise en place des Temps d'Accueil Périscolaire dans les écoles nous invite à la plus grande réserve quant au fait que les collectivités pourraient mettre en œuvre en 8 semaines ce qu'elles ne sont parfois pas parvenues à faire en deux années.

Si notre pays doit envisager une reprise de ses activités sociales et économiques, il doit le faire dans la prudence et la sécurité des personnes. Force est de constater que nous tentons d'être à la hauteur malgré la cacophonie ambiante. A ce propos, nous regrettons que le

Président de la République, le premier, n'ait pas assumé ce choix de réouverture dans le cadre d'une reprise de ces activités pour se cacher derrière l'unique argument social. Aujourd'hui les masques sont tombés.

Si la réouverture des écoles est une première phase, la seconde que serait la réouverture des collèges interroge aussi. Dans les deux cas, notre préoccupation est la sécurité des personnels, mais aussi celle des élèves et de leurs familles.

En l'occurrence, nous sommes par exemple fortement opposés à la volonté de notre ministre de voir les Assistantes Sociales du SSFE opérer le plus tôt possible des visites dans les familles, au nom de la lutte contre le décrochage scolaire. Cette volonté est au mieux incongrue, au pire irresponsable, pendant ces premières semaines de déconfinement dans des départements où il est reconnu que le virus circule toujours activement. La lutte contre le décrochage scolaire passe par l'établissement d'un lien, construit durablement, et établi sur la confiance.

De même, nous serons vigilants sur le respect de la volonté des collègues de vouloir rester en travail à distance. A ce jour, les élèves, les familles, tout comme les personnels ont besoin de sécurité, puis d'accompagnement. C'est pourquoi les plans départementaux de reprise, signifiés dans la circulaire du 4 mai, doivent être ambitieux sur ce plan mais dans la durée. Une durée qui dépasse bien entendu cette année scolaire. C'est pourquoi nous demandons la création de postes d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de Psyen, et de CPE, en plus de moyens enseignants et administratifs, pour véritablement traiter à la fois la difficulté scolaire, le décrochage, tout en assurant un service public de qualité pour tous.